



Quand des Maliennes regardaient vers l'URSS (1961-1991) Enjeux d'une coopération éducative au féminin

Tatiana Smirnova, Ophélie Rillon

► To cite this version:

Tatiana Smirnova, Ophélie Rillon. Quand des Maliennes regardaient vers l'URSS (1961-1991) Enjeux d'une coopération éducative au féminin. Cahiers d'études africaines, 2017, 226, pp.331-354. 10.4000/etudesaficaines.20697 . hal-02488174

HAL Id: hal-02488174

<https://hal.science/hal-02488174>

Submitted on 2 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quand des Maliennes regardaient vers l'URSS (1961-1991)

Enjeux d'une coopération éducative au féminin

Chères femmes soviétiques, cela fait longtemps que je souhaitais vous écrire une lettre, mais, malheureusement, j'ai honte de vous écrire que je ne travaille pas. Dieu merci, mon mari a trouvé du travail. [...] Nous parlons russe entre nous. Je ne veux pas oublier la langue russe, la langue de la paix, la langue de Lénine. [...] Votre pays me manque. La télé, les dessins animés Khrousha, Karkoucha [...], les artistes, Alla Pougacheva, Sofia Rotaru, Yuri Antonov et plein d'autres choses... Au revoir, bonnes gens¹.

Cette lettre nostalgique et chargée de symboles adressée au Comité des femmes soviétiques (CFS) en 1987, a été rédigée en russe par une ancienne élève malienne de l'Institut pédagogique d'État de Smolensk. Sa tonalité témoigne des espoirs déçus lors du retour au pays, mais aussi de l'emprise que continuait d'exercer le pays « de Lénine » sur les imaginaires d'une Africaine, à l'heure où le modèle soviétique s'effondrait. Au-delà des statistiques évoquant la part infime de femmes parties étudier en URSS, cette lettre rend compte des liens personnels et affectifs noués entre les femmes de ces deux pays, pendant près de trois décennies de coopération éducative soviéto-africaine.

À l'indépendance du Mali le 22 septembre 1960, la question de la formation de cadres africains constitua un enjeu crucial. Le pays ne disposait d'aucun établissement supérieur sur son territoire et l'éclatement de la Fédération

* Nous remercions P. Barthélémy, les évaluateurs/trices anonymes et les coordinateurs/trices de ce numéro pour leurs commentaires et relectures critiques.

1. Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF), Fonds du Comité des femmes soviétiques (f. 7928, op. 3), Correspondance de l'année 1987 (document : d. 6954). Ci-après, ces archives sont citées : GARF, d. (pour le numéro de document). Les citations extraites des archives soviétiques ont été traduites du russe par T. Smirnova.

du Mali² avait brutalement interrompu la coopération éducative avec le Sénégal, seul pays de la sous-région à disposer d'une université³. La France demeurait le principal lieu de formation des futurs cadres du Mali, au grand désarroi des dirigeants maliens qui aspiraient à une « décolonisation des esprits » des élites et avaient fait le choix du développement par le socialisme et du non-alignement. Au même moment, cependant, une nouvelle opportunité se dessinait à l'Est, lorsque l'État soviétique décida de s'engager dans une politique volontariste de coopération éducative avec les pays africains nouvellement indépendants. Dès novembre 1960 un rapprochement s'opéra, avec la venue à Bamako d'une délégation soviétique pour discuter d'une potentielle coopération économique⁴. Des accords furent signés à l'occasion du voyage du ministre de l'Intérieur, Madeira Keita, à Moscou en mars 1961. Ils comprenaient plusieurs volets, parmi lesquels la formation des cadres maliens en Union soviétique⁵. C'est ainsi qu'entre 1962 et 1993, environ 2 500 Maliens ont été diplômés en URSS⁶, un chiffre qui dépassait largement celui des étudiants formés dans les autres pays du bloc de l'Est. Si les archives ne permettent pas d'estimer le nombre de femmes au sein de ce contingent d'étudiants, elles nous informent néanmoins de la présence de Maliennes dans les écoles soviétiques. À partir de 1964 notamment, des bourses spécifiques furent octroyées aux organisations de femmes africaines par le CFS, une association sous tutelle de l'appareil soviétique, chargée à la fois de soutenir à l'international la cause féministe sous diverses formes et de promouvoir les intérêts de l'URSS⁷. Ces financements permirent à une centaine de Maliennes de se former en URSS entre 1968 et 1991⁸.

2. La Fédération du Mali est une union politique panafricaine qui a réuni les territoires du Mali et du Sénégal entre janvier 1959 et août 1960. Le 20 janvier 1960 la Fédération obtint son indépendance, mais elle éclata quelques mois plus tard suite à de fortes dissensions entre dirigeants sénégalais et maliens (COOPER 2014 : 387-442).
3. L'Université de Dakar a été créée en 1957 et l'Université d'Abidjan en 1964.
4. « La délégation économique soviétique s'est réunie hier avec les membres du gouvernement du Mali », *L'Essor*, 3 novembre 1960, p. 1.
5. « Signature à Moscou d'accords soviéto-maliens. L'Union soviétique accorde à la République du Mali un crédit à long terme de 40 millions de roubles », *L'Essor*, 21 mars 1961, p. 1 ; « Des étudiants maliens à l'Université Patrice Lumumba », *L'Essor*, 15 mars 1961, p. 4.
6. Voir l'article de C. Katsakioris, « Creating a Socialist Intelligentsia. Soviet Educational Aid and its Impact on Africa, 1960-1991 » dans ce même numéro.
7. L'Union des femmes antifascistes soviétiques a été fondée en 1941 et renommée Comité des femmes soviétiques en 1956. Cette organisation contrôlée par l'État était composée des représentantes des républiques, régions et villes de l'URSS, des syndicats et des ministères. Affilié à la Fédération démocratique internationale des femmes à partir de 1945, le CFS coopérait activement avec des centaines d'organisations de femmes dans le monde et des mouvements internationaux.
8. Au même titre que les bourses d'État, l'URSS accordait des bourses dites associatives aux organisations sociales (de jeunes, de femmes, de travailleurs, etc.) affiliées dans certains contextes, à l'instar du Mali, au parti unique.

Au travers des enjeux de formation se dessinent les lignes de partage tracées au sein de la société malienne entre des domaines « masculins » et d'autres « féminins ». En ce sens, l'étude de la formation des élites constitue une entrée heuristique pour interroger la dimension sexuée de la structuration des États africains, « la place attribuée aux hommes et aux femmes dans la nation, et les processus par lesquels les rôles et les pouvoirs sont établis » (Auslander & Zancarini-Fournel 2000). Alors que les femmes occupaient une place marginale au sommet de l'État malien et que la formation en URSS était numériquement une « affaire d'hommes »⁹, des Maliennes se sont néanmoins invitées dans l'histoire de la coopération éducative. Derrière cette histoire s'esquisse une lutte individuelle et collective menée par des élites féminines, certes en position de pouvoir, mais occupant une position subordonnée au sein de l'appareil d'État. Elles ont développé des « stratégies d'extraversion »¹⁰ qui visaient moins à ébranler les lignes du genre dans la construction nationale malienne, qu'à offrir de nouvelles ressources et perspectives professionnelles à une minorité de femmes, en s'emparant des opportunités ouvertes par le contexte international de la Guerre froide et des décolonisations. Cet article opère donc un détour dans l'analyse de la structuration des États africains. En se penchant sur l'un des volets de l'action étatique, il examine les pratiques ordinaires des actrices maliennes et soviétiques qui ont fabriqué une coopération entre leurs deux pays à destination des femmes africaines.

Si l'histoire des femmes a longtemps disqualifié les organisations féminines d'orientation communiste en leur refusant le qualificatif de « féministes », de récents travaux ont souligné le biais « occidental-centré » de cette historiographie (de Haan 2010 ; Ghodsee 2014 ; Donert 2015 *et al.*). Dans cette perspective, nous optons ici pour une définition volontairement extensive du féminisme incluant des idéologies différentialistes, maternalistes, ainsi que des mouvements de femmes non autonomes à l'égard du pouvoir politique. En prenant au sérieux le « féminisme d'État » (Ghodsee 2012 ; Revillard 2016) des régimes autoritaires du Mali et d'URSS, cet article entend montrer l'investissement de militantes africaines et soviétiques dans le façonnement d'une solidarité féministe internationale. D'autre part, alors que l'écriture de l'histoire des organisations féministes du bloc socialiste est en plein essor, celle de leurs échanges avec les femmes du « Tiers-monde » reste largement à écrire (Ghodsee 2015 ; Barthélémy 2016). À la suite de ces premiers travaux et de ceux sur les expériences des étudiantes africaines en URSS (Tchicaya-Oboa & Yengo 2015), nous souhaitons montrer comment

9. Selon le ministère de l'Enseignement supérieur et de l'Enseignement secondaire technique et professionnel de l'URSS (MinVuz), seul un étudiant sur dix, toutes origines confondues, était une femme en 1969 (KATSAKIORIS 2015 : 133).

10. Les stratégies d'extraversion peuvent être définies comme des attitudes consistant à se tourner vers l'extérieur. Elles impliquent des relations asymétriques mais, à rebours des approches dépendantistes, J.-F. BAYART (1999) invite à étudier « la dépendance comme mode d'action politique ».

des militantes maliennes et soviétiques sont parvenues à tisser des liens — souvent tumultueux — qui allaient dans le sens d'une coopération féministe internationale. Loin de réduire cette coopération à ses seuls enjeux géopolitiques et idéologiques (Zaki 1990), il s'agit de saisir combien les liens tissés furent nourris par des relations personnelles et affectives ; comment en retour, ces échanges ont généré des « transformations intimes » (Saunier 2004) pour les Maliennes impliquées, qu'il s'agisse des responsables politiques ou, dans une moindre mesure, des étudiantes.

Les archives du CFS qui couvrent la période 1961-1991 fournissent de riches données, jamais exploitées, pour explorer cette histoire de la formation des élites maliennes en URSS et les liens de coopération tissés avec les deux organisations féministes nationales qui se sont succédé au Mali : la Commission sociale des femmes (CSF) qui fonctionna sous la I^{re} République (1963-1968) et l'Union nationale des femmes du Mali (UNFM) créée sous la II^e République (1974-1991). Ces archives ont été croisées avec les fonds de la CSF malienne disponibles à Bamako¹¹. Le siège de l'UNFM ayant brûlé pendant la révolution de mars 1991, c'est dans les fonds de l'Ambassade de France à Bamako et le journal gouvernemental malien *L'Essor* qu'ont pu être recueillies de précieuses données sur cette organisation¹². Enfin, le dictionnaire biographique des femmes du Mali réalisé par Adam Ba Konaré (1993) mentionne plusieurs trajectoires de femmes ayant étudié en URSS grâce à d'autres bourses¹³. Ces différentes données permettent d'examiner la manière dont une coopération féministe entre l'URSS et le Mali s'est construite entre 1961 et 1991 et les tensions autant idéologiques que politiques qui ont accompagné l'envoi de Maliennes pour la formation en URSS. Nous montrerons que l'histoire de cette coopération fut autant nourrie par des amitiés que par de nombreuses incompréhensions entre Soviétiques et Maliennes qui ne défendaient pas toujours les mêmes visions de « l'émancipation des femmes » par l'éducation, ni les mêmes stratégies nationales.

Contacts : entre internationalisme socialiste et féminisme d'État (1960-1974)

Dans les années 1960, un partenariat entre l'Union soviétique et le Mali s'est tissé progressivement. Les organisations féministes des deux pays ont largement contribué à cette histoire dans laquelle la Malienne Aoua Keita joua un rôle fondamental. De l'URSS, elle ne connaissait que peu de choses avant son premier voyage en 1961. Mais des liens d'amitié, des aspirations

11. Archives Nationales du Mali (ANM), carton 55, dossier 144 : Commission sociale des femmes.

12. Centre des Archives Diplomatiques de Nantes (CADN), Ambassade de France au Mali, carton 62, dossier : UNFM 1975 à 1979 — Activités de l'Union Nationale des Femmes du Mali.

13. Des bourses d'État ou des bourses d'organisations sociales.

communes d'émancipation féminine et nationale ainsi que l'aide matérielle promise par l'URSS faisaient des Soviétiques des partenaires attrayantes, bien que non exclusives. Ensemble, Maliennes et Soviétiques ont posé les jalons d'une coopération féminine éducative qui — contre toute attente — se prolongea et s'accrut après la chute du régime socialiste malien.

Aoua Keita et la coopération maliano-soviétique : rencontres, amitiés et politique

Aoua Keita, sage-femme et militante de l'Union soudanaise-Rassemblement démocratique africain (US-RDA), joua un rôle significatif dans les liens tissés avec le CFS¹⁴. Militante active de la lutte anticoloniale, elle avait été nommée en 1958 « commissaire à l'organisation des femmes » du Parti, une fonction qui en faisait la seule femme à siéger au bureau politique. Son poids dans la vie politique malienne, conjugué aux liens d'amitié qu'elle avait tissés avec des militantes internationales, a contribué à en faire une figure de premier plan dans la coopération internationale féministe de son pays.

La Conférence mondiale des travailleuses de Budapest en 1956, à laquelle participait sa camarade Aïssata Sow Coulibaly, a probablement constitué le moment où des premières relations, alors d'ordre personnel, ont été nouées avec les Soviétiques membres de la Fédération démocratique internationale des femmes¹⁵. C'est dans un second temps, après l'indépendance, qu'un rapprochement officiel s'opéra à l'occasion d'un cycle d'études pour les femmes africaines organisé à Addis Abeba par les Nations Unies en décembre 1960. Le rapport effectué par la déléguée française Marie-Hélène Lefauchaux donne un aperçu des enjeux diplomatiques à l'œuvre dans ce type de rencontres internationales : la France tentait de maintenir des relations privilégiées avec ses anciennes colonies ; l'URSS invoquait l'anticolonialisme et la « solidarité africaine » pour nouer des liens avec les déléguées africaines ; ces dernières jouaient des logiques de Guerre froide et des décolonisations pour multiplier les partenaires. Dépeinte dans ce même document comme une habile diplomate, Aoua Keita évoquait ouvertement ses « sympathies [...] pour l'Union soviétique » et se joignait aux réunions de travail nocturnes qui se tenaient « dans la chambre de la déléguée soviétique », tout en entretenant des liens d'amitié avec son homologue française¹⁶. Cinq

14. Voir sa biographie réalisée par P. Barthélémy et O. Rillon dans le *Maitron*, <<https://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article170941>>.

15. *Femme soviétique*, n° 8, 1956, supplément « Première Conférence mondiale des travailleuses ». Nous remercions P. Barthélémy de nous avoir signalé ce document conservé aux archives de la CGT.

16. CADN — Fonds Ambassade de France à Accra, carton 1 : État ghanéen, lignes politiques. Rapport de Mme Lefauchaux sur le cycle d'étude des Nations Unies, Le rôle des femmes dans la vie publique, réuni à Addis Abéba du 12 au 23 décembre 1960, adressé au ministère des Affaires étrangères, 27 janvier 1961, 23 p.

mois plus tard, elle était invitée avec deux camarades à visiter Tachkent, capitale de la République socialiste soviétique d'Ouzbékistan. Par la suite, une profonde affection se tissait entre Aoua Keita et Zinaïda Fedorova, secrétaire générale du CFS, que l'éviction politique de la Maliennne en 1967 ne sut ébranler, comme en témoigne leur correspondance personnelle¹⁷.

FIG. 1. — LA DÉLÉGATION DE MALIENNES À TACHKENT EN MAI 1961



La délégation de Maliennes à Tachkent était composée de trois militantes de l'US-RDA et de la CSF : l'institutrice Fanta Diallo, qui participait régulièrement aux conférences internationales féminines, l'institutrice Jeannette Haïdara, épouse d'Attaher Maïga, député et ministre des Finances du Mali, et de la sage-femme Aoua Keita, seule femme députée et membre du Bureau politique au Mali. Source : GARF, Fonds du Comité des femmes soviétiques.

Au-delà des liens d'amitié tissés, ces voyages et ces rencontres recelaient de nombreux enjeux politiques dans le contexte de polarisation entre l'Est et l'Ouest. L'aide morale et matérielle apportée par l'Union soviétique aux organisations de femmes des pays africains participait à asseoir le rayonnement de l'URSS. La teneur du féminisme prôné par le CFS entraînait en résonnance avec les combats menés localement par des Africaines en faveur des droits des femmes en tant que travailleuses, citoyennes et surtout en tant que mères.

17. Dans cette correspondance, les marques d'affection sont nombreuses : « Bien chère Zina » écrit par exemple Aoua Keita. Les deux femmes évoquent régulièrement des questions personnelles (enfants, vacances, santé) et le désir de se revoir. GARF, d. 1820. Correspondance (Corr. ci-après) du 30 mai 1967.

Pour les organisations féministes d'orientation communiste, le registre maternel a constitué, à compter des années 1930, un levier de mobilisation et d'action à l'échelle nationale et internationale (Issoupova 2000 ; Fayolle 2009 ; Barthélémy 2016). Dans les colonnes du journal du CFS, *La Femme Soviétique*¹⁸, les réalisations sanitaires et éducatives en faveur des mères et des enfants occupaient ainsi une place de choix ; « les crèches et les jardins d'enfants sont des pousses du communisme », expliquait sa rédactrice en chef¹⁹. Les nombreuses lettres d'Africaines publiées dans le journal du CFS témoignent également de préoccupations communes et de valeurs partagées pour concilier travail et maternité²⁰. L'exaltation de la maternité comme ferment d'un pacifisme féminin, conjugué à l'éloge du rôle joué par les femmes dans le développement économique de leurs pays, ont trouvé un écho favorable auprès de militantes africaines en prise avec les constructions nationales. De retour de son séjour à Tachkent, Fanta Diallo écrivait ainsi à la vice-présidente du CFS, Lidiya Petrova, pour lui faire part de l'admiration de ses camarades maliennes à l'égard de leurs « sœurs soviétiques » :

Mon compte rendu n'a fait que les exciter et toutes veulent visiter l'Union soviétique, voir vos réalisations et vos progrès et surtout admirer et complimenter leurs sœurs soviétiques dont le courage inimitable mêlé à l'héroïsme des hommes soviétiques est arrivé à mettre fin au colonialisme et à l'impérialisme. Elles ont encore hâte de constater comme moi que, dans toutes les entreprises en particulier dans les hôpitaux et surtout les blocs opératoires, les femmes peuvent occuper la majorité des places et peuvent se montrer aussi dynamiques que les hommes²¹.

Si l'URSS faisait office de modèle pour certaines Maliennes, il demeure néanmoins délicat de cerner avec précision le degré d'adhésion qui se cachait derrière la phraséologie révolutionnaire et anticolonialiste. Des militantes comme Aoua Keita se sont toutefois radicalisées au contact des Soviétiques. Ses discours se sont teintés, au fil du temps, d'un anti-impérialisme de plus en plus affirmé provoquant parfois de vives tensions avec ses homologues françaises. Elle s'affronta par exemple à son amie Andrée Doré-Audibert (2000), connue pour avoir dirigé le premier service social du Soudan dans les années 1950 et avoir ainsi été une actrice de la « mission civilisatrice » française. Lorsque celle-ci revint au Mali dix ans plus tard pour effectuer une tournée pour le compte de l'assistante française en 1967, l'accueil ne fut pas aussi enthousiaste qu'elle l'espérait. Alors que la Française invoquait son attachement profond et ancien à ce pays, Aoua Keita la suspectait de visées impérialistes et de vouloir « semer le trouble dans nos rangs »²².

18. Le titre du journal en russe est *Sovetskaya Zhenshchina* ; il fut traduit en plusieurs langues.

19. M. Ovsiannikova, « L'anticommunisme et la réalité soviétique », *La Femme Soviétique*, 8, 1968, p. 5. L'auteure reprenait ici les paroles de Lénine.

20. Voir par exemple, les numéros 5 et 8, 1968.

21. GARF, d. 1139. Corr., 19 décembre 1962.

22. ANM, carton 55, dossier 144 CSF, PV de séance de travail entre Aoua Keita et Mme Audibert, Bamako, 31 juillet 1967.

Aoua Keita joua par ailleurs un rôle primordial dans l'accroissement des investissements du CFS au Mali. Alors que dans les premières années les Soviétiques ne venaient au Mali que dans le cadre des activités organisées par la FDIF²³, un tournant eut lieu en 1966 avec l'invitation d'une délégation de femmes soviétiques pour un séminaire sur la santé de l'enfant²⁴. Cette mission marquait le début d'une aide matérielle concrète apportée par le CFS à la commission sociale des femmes maliennes. Les activités menées au Mali témoignent cependant d'un fort décalage entre l'idéal d'une transformation des relations de genre dans la société socialiste et les pratiques. En URSS, comme dans le Mali des années 1960, l'idéologie familialiste primait. Si l'émancipation des femmes par le travail salarié était envisagée pour une minorité de cadres féminins, la contribution des femmes à la construction nationale passait essentiellement par la maternité et l'éducation (Rillon 2013 : 58-71). La coopération était ainsi principalement dirigée vers la formation de bonnes mères socialistes et la protection de la santé maternelle et infantile, comme en témoignent deux projets hautement symboliques auxquels contribuèrent les femmes soviétiques en 1967. Le CFS apporta son aide matérielle au « concours du plus beau bébé »²⁵, un événement annuel initié par Andrée Doré-Audibert à l'époque coloniale tardive et réintroduit par le gouvernement de Modibo Keita en 1964 à l'occasion de la Journée de la femme africaine. Il participa également à la création du Foyer de la femme malienne inauguré le 8 mars 1967 à Bamako à l'occasion de la Journée internationale des femmes. Financé par de nombreuses « organisations sœurs » (soviétique, française, américaine, chinoise, etc.), ce centre de formation ménagère était destiné aux femmes adultes (30 à 40 ans) et les diplômes délivrés n'avaient aucune vocation professionnelle.

Le Mali socialiste fournit ainsi un exemple de plus du décalage, maintes fois souligné par les travaux scientifiques, entre l'utopie émancipatrice et les politiques mises en œuvre à destination des femmes (Buckley 1989 ; Christian & Heiniger 2015). Cependant, la coopération entre Maliennes et Soviétiques se déclinait en plusieurs volets. Si sur le territoire du Mali les activités se conformaient à l'ordre patriarcal du régime de Modibo Keita, la question de la formation de cadres féminins en URSS venait ébranler les hiérarchies de genre.

23. Par exemple, lors de la réunion du bureau de la FDIF organisée à Bamako en 1962. C'était la première fois que la Fédération organisait une telle réunion en Afrique. « La réunion du Bureau de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes s'est ouverte hier à Bamako », *L'Essor*, 20 janvier 1962, pp. 1, 4.

24. « Les délégations féminines de la FDIF et du Comité des femmes soviétiques dans la boucle du Niger », *L'Essor*, 10 août 1966, p. 1.

25. Véritable éloge en faveur de la maternité, ce concours existait dans de nombreux pays de l'ex-AOF à l'exemple de la Côte-d'Ivoire. Il visait à récompenser les mères d'enfants « sains et robustes » qui se pliaient aux normes d'hygiène véhiculées par les services sociaux et médicaux.

Envoyer des filles étudier en URSS : le temps des pionnières

Donner aux femmes la possibilité d'aller étudier en URSS a constitué une âpre bataille menée entre l'organisation féministe malienne, les responsables soviétiques et maliens. À l'indépendance du pays, aucune disposition particulière n'avait été envisagée pour envoyer des étudiantes se former en URSS. De fait, les jeunes femmes d'un niveau secondaire ne représentaient que quelques dizaines d'individus, en raison du faible taux de scolarisation féminine dans le pays²⁶. *A priori*, rien n'empêchait cette minorité de postuler, au même titre que les garçons, aux bourses d'études soviétiques délivrées par le gouvernement ou par les organismes sociaux. Mais encore fallait-il que les familles acceptent de voir partir pendant de longues années leurs filles en âge de se marier dans un pays inconnu et lointain²⁷ à l'égard duquel une certaine hostilité se développait : l'URSS n'était-elle pas le pays de l'athéisme, du libertinage féminin, de la mise en commun des biens, des femmes et des enfants²⁸ ? La patrie du communisme générait de nombreuses craintes dans les milieux populaires, mais aussi lettrés comme en témoigne la saisie, en juin 1961, par la direction du Lycée Terrasson de Fougères de Bamako, d'une brochure dénonçant les conditions d'étude en URSS²⁹. Pourtant, une poignée d'entre elles est allée étudier en URSS dans les années 1960 grâce à des bourses d'État. On ne sait que peu de choses à propos de ces femmes, mis à part qu'elles ont été les premières femmes médecins du Mali, une profession jusqu'alors réservée aux hommes. Tel est le cas de Diaka Diawara, institutrice de formation, qui s'installa à Moscou en 1962 (probablement avec son mari) et y obtint un doctorat de médecine en 1969. Elle retourna en URSS en 1979 pour se spécialiser en chirurgie gynécologique et en néonatalogie. Aichata Cissé s'envola en URSS bien plus jeune, aussitôt après avoir décroché son baccalauréat en 1965 à Bamako. Elle obtint son

26. En 1961, 71 filles étaient inscrites dans le secondaire tous niveaux confondus et pour l'ensemble du territoire. Leur nombre s'accrut progressivement passant de 183 en 1962 à 422 en 1964 (RILLON 2013 : 87).

27. On peut émettre l'hypothèse que les familles préféraient voir leurs filles partir étudier en France et, plus encore, au Sénégal où la présence d'une communauté malienne était le gage du contrôle social de ces jeunes femmes et dont la proximité permettait aux étudiantes de rentrer pendant les vacances scolaires estivales.

28. Entretiens avec Colette Keita (Bamako, septembre 2014) ; Almamy Nientao (Sévaré, 3 et 6 mars 2010) ; Frère Wilfried (Sévaré, 22 février 2010). L'ensemble des entretiens cités dans cet article ont été réalisés par O. Rillon dans le cadre d'une recherche doctorale sur le genre dans les luttes sociales et politiques au Mali (1954-1993). La question des liens entre le Mali et l'Union soviétique est apparue dans les marges de l'enquête.

29. ANM — Fonds 1920-1960, Tome III, B.1047 : Correspondances diverses du Lycée Askia Mohamed 1961-1963, Dossier 1961, Brochure « Les communistes affirment... Les Africains répondent. Dix (10) vérités sur l'université de Moscou », envoyée au Ministre de l'Éducation Nationale, le 6 juin 1961 par le Lycée Terrasson de Fougères, 23 p. Sur l'histoire de cette brochure rédigée par des étudiants somaliens, voir la thèse de C. KATSAKIORIS (2015 : 148-149).

doctorat de médecine générale en 1972 à Leningrad (Ba Konaré 1993 : 170-171, 198).

Ces deux trajectoires font cependant figure d'exceptions et ne sauraient en aucun cas être le reflet d'une volonté politique de formation de cadres féminins de la part de l'État malien. Il est d'ailleurs révélateur que ce soit l'Union soviétique qui souleva la première la question de la mise en place d'une politique spécifique à destination des filles : « Augmenter la réception des filles dans les établissements d'enseignement non seulement aidera à résoudre la question des femmes cadres dans les pays en voie de développement, mais permettra également la normalisation de la vie personnelle des étudiants étrangers en URSS » suggérait en 1964 le président du Comité des organisations de jeunesse (Katsakioris 2015 : 240). Pour l'organisation de la jeunesse communiste, la venue de femmes africaines en Union soviétique devait permettre d'apaiser les tensions entre jeunes Africains et Soviétiques générées par la formation de « couples mixtes ». Ces angoisses soviétiques faisaient curieusement écho aux craintes générées à l'époque coloniale par les couples formés entre les colons venus de métropole et les femmes colonisées (Simonis 2007 ; Tisseau 2010). Dans le contexte soviétique cependant, c'était la vie intime des jeunes Africains célibataires qui venait ébranler les barrières raciales. À partir de 1964, le CFS commença ainsi à attribuer des bourses aux organisations de femmes arabes et africaines³⁰. Dès l'année suivante, Aoua Keita en sollicita une quinzaine³¹. Or, à l'époque, ce quota était prévu pour l'ensemble du continent africain³². Après de nombreuses négociations, elle parvint à décrocher un accord sur l'attribution de deux à trois bourses d'études secondaires en médecine pour l'année 1966-1967³³. Ce n'est pourtant qu'à la rentrée 1968 que la première promotion de boursières du CFS quitta le Mali. Seules deux partirent sur les quatre étudiantes initialement prévues³⁴. Ce retard et cette déperdition furent provoqués par de multiples conflits entre le Mali et l'URSS qui ont émaillé la procédure de sélection et d'envoi des boursières. En premier lieu, le Mali refusait d'envoyer des étudiantes pour deux années et réclamait que la durée des études soit écourtée. Cette requête illustre l'objectif que les responsables politiques maliens assignaient à la formation professionnelle féminine : c'était de cadres auxiliaires dont ils avaient besoin. Ensuite, comme nous allons le voir, les

30. Le Congrès international des femmes qui se tint à Moscou en 1963 a peut-être aussi contribué à la mise en place de bourses destinées aux femmes du Tiers-monde.

31. GARF, d. 1324. Ambassade de l'URSS au Mali (ci-après ambassade et ambassadeur). Notes du journal de Feoktostov. Compte-rendu (CR) de la réunion avec Aoua Keita du 20 août 1965.

32. GARF, d. 1324. Lettre de la vice-présidente du CFS, L. Petrova à l'ambassadeur (1^{er} novembre 1965).

33. GARF, d. 1820. Corr. de l'ambassadeur à la secrétaire générale (s.g.) du CFS, 16 avril 1968.

34. GARF, d. 1820. Corr. 16 avril 1968 ; 12 juillet 1968 ; 19 juillet 1968.

tensions politiques qui ont agité le Mali à partir de 1967 ont provoqué un essoufflement de la coopération féministe pendant quelques années.

L'URSS en quête de nouvelles interlocutrices (1967-1974)

Alors que les organisations de femmes soviétiques et maliennes étaient parvenues à initier une coopération éducative, un événement extérieur vint ébranler ce partenariat précaire. Au lendemain du coup d'État qui renversa en 1966 le président ghanéen Kwamé N'Krumah, Modibo Keita radicalisa sa ligne politique craignant qu'un épisode similaire se produise dans son pays. S'inspirant de la révolution culturelle chinoise, il s'appuya sur les organisations de jeunesse et syndicales pour lancer le 22 août 1967 une « révolution active » qui visait à purger l'appareil d'État de ses cadres dits « modérés » ou « conservateurs ». Nombre d'anciens camarades de route comme Aoua Keita furent démis de leurs fonctions. La mise à l'écart de cette dernière se doubla d'une interdiction de séjour sur le territoire soviétique à la demande des responsables politiques maliens qui craignaient qu'elle ne profite d'un voyage médical en URSS pour y poursuivre des activités militantes. Aoua Keita ne pouvait demeurer une partenaire du CFS qui perdait ainsi sa principale intermédiaire. Dans la confusion qui régnait alors, les activités de la commission des femmes maliennes se réduisirent drastiquement et le ministre de l'Éducation nationale du Mali fit suspendre le départ des étudiantes pour l'URSS, accusant les Soviétiques et les Maliennes d'agir sans son aval³⁵. Si la situation se débloqua pour deux étudiantes, le coup d'État militaire qui renversa le régime de Modibo Keita le 19 novembre 1968 accentua encore le désordre dans la coopération maliano-soviétique.

L'incertitude politique, conjuguée à la méconnaissance des nouvelles interlocutrices, influa sur la coopération féministe en dépit des tentatives de l'URSS de trouver des appuis au sein du nouveau régime. Si les commissions sociales locales de femmes n'ont pas été dissoutes avec le coup d'État, l'interdiction des activités politiques et la suppression du parti unique décapitaient la structure politique de l'organisation féministe malienne. Ses fonctions furent transmises au Secrétariat des affaires sociales, dirigé à partir du 26 novembre 1968 par une jeune infirmière : Inna Sissoko Cissé³⁶. Jusqu'en 1972, c'est elle qui fut chargée des liens avec le CFS mais, selon les Soviétiques, Inna Sissoko Cissé connaissait peu le travail du Comité. Elle avait en effet été formée entre Dakar et Paris et n'avait jamais milité à l'US-RDA. Le Comité tenta de nouer des liens en l'invitant à participer à des réunions internationales de femmes (Helsinki 1969, Moscou 1970). Le Secrétariat d'Inna

35. GARF, d. 1820. Ambassade. CR de la réunion du 20 août 1968 au Ministère de l'Éducation Nationale du Mali entre les directeurs du cabinet du Ministère et les diplomates soviétiques.

36. GARF, d. 2572. Ambassade. Note d'information, 7 mai 1970.

Sissoko Cissé n'avait cependant ni l'envergure ni la légitimité internationale d'une organisation féministe de masse comme le soulignaient, à regret, les Soviétiques : « le Secrétariat des Affaires Sociales n'est pas en mesure de représenter l'organisation démocratique des femmes »³⁷. De fait, l'institution fut dissoute en 1972 et son remplacement par une Direction nationale des affaires sociales vint encore brouiller la lecture des Soviétiques qui tentaient vainement de trouver une interlocutrice.

En dépit des flottements générés par la situation politique, le CFS maintint le partenariat éducatif tissé sous la 1^{re} République en attribuant de façon contingente des bourses de formation aux Maliennes. Entre 1968 et 1972, huit femmes partirent ainsi en URSS pour suivre les études secondaires de puériculture³⁸, une orientation qui témoigne de la conception peu progressiste que le nouveau régime assignait à la formation professionnelle féminine. À partir de 1972, le Mali demanda une augmentation de ce quota au motif que le pays avait « besoin de professionnelles pour le domaine des jardins d'enfants »³⁹. Les Soviétiques proposèrent d'attribuer cinq bourses⁴⁰, mais l'accord ne fut que partiellement appliqué puisqu'en 1974-1975 seulement trois bourses furent accordées pour suivre les études de puériculture⁴¹.

Former des cadres féminins : tensions politiques et enjeux sociaux (1974-1991)

Le véritable tournant en faveur de la formation de cadres féminins eut lieu au milieu des années 1970. À la faveur du changement de régime malien et de l'année internationale de la femme prévue par les Nations Unies en 1975, une organisation féministe nationale se reforma en 1974 au Mali. Bien que présidée par la première dame Mariam Traoré, l'Union nationale des femmes du Mali (UNFM) demeura, dans un premier temps, relativement autonome à l'égard du pouvoir politique. Avec elle, le paysage malien s'éclaircit pour les Soviétiques et la collaboration entre les femmes des deux pays prit un nouvel élan.

Batailles autour des formations

Dans le prolongement des activités réalisées par la CSF dans les années 1960, les domaines sociaux et sanitaires constituaient les principaux champs d'intervention de l'UNFM. Sa démarche s'avérait néanmoins plus pragmatique que

37. GARF, d. 2572. Ambassade de l'URSS au Mali. Note d'information, 7 mars 1970.

38. GARF, d. 2815. Corr. de mars 1971.

39. GARF, d. 3052. Corr. du CFS à l'ambassadeur, 2 février 1972.

40. *Ibid.*

41. GARF, d. 3555. Corr. CFS à l'ambassadeur, 29 mars 1973.

celle de l'organisation des femmes socialiste et moins arrimée à une conception familiariste de la société (Rillon 2015 : 164-182). Les militantes de l'UNFM réclamaient ouvertement une transformation des rapports hommes-femmes allant dans le sens d'une égalité sociale, économique et politique. Elles revendiquaient l'accès aux professions « masculines » et élitistes (dans le droit et la médecine par exemple), une augmentation des salaires féminins et dénonçaient le harcèlement sexuel (« droit de cuissage ») dont étaient victimes les salariées de l'administration publique⁴². Ces positionnements témoignent des transformations à l'œuvre dans la société malienne des années 1970 et favorisèrent probablement la diversification des formations féminines et la levée partielle des barrières qui empêchaient les filles de faire de « longues » études à l'étranger. C'est ainsi qu'en 1975, une première boursière du CFS partit en URSS faire des études supérieures en économie d'organisation de l'agriculture⁴³. Le nombre de femmes poursuivant des études supérieures s'accrut progressivement. La plupart intégrèrent des *cursus* en économie et en médecine. Plus rares étaient celles qui suivaient des formations en sociologie et en droit, ou encore dans des secteurs de pointe et d'innovation à l'exemple de la technologie du traitement du lait. Cette diversification et spécialisation des formations féminines allait de pair avec un accroissement du nombre de bourses annuelles qui passèrent à cinq en 1977, puis à dix en 1980. Ce chiffre resta pratiquement inchangé jusqu'à la dissolution de l'URSS et l'arrêt de la coopération dans le cadre des bourses du CFS.

Toutefois, si la coopération dans le cadre des bourses du CFS devint plus ouverte aux spécialités jusqu'alors réservées aux hommes, la question du niveau de la formation féminine demeurait un point d'achoppement qui provoqua de vives tensions entre les Maliennes et les Soviétiques. Depuis le début de la coopération, l'URSS accueillait une majorité de filles venant suivre des études secondaires spécialisées, ce qui correspondait aux attentes de l'UNFM. Sur les dix bourses accordées en 1980 par le Comité, une seule était destinée aux études supérieures tandis que les autres concernaient la formation aux métiers de sage-femme (trois bourses) et de jardinière d'enfants (cinq bourses)⁴⁴. Cette situation changea à partir de 1981 lorsque le CFS privilégia l'octroi de bourses pour les études universitaires. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de l'Enseignement secondaire technique et professionnel de l'URSS (MinVuz) fit passer une note interne indiquant qu'il n'accepterait

42. « Résolution générale — Consécutive au congrès de l'Union Nationale des Femmes du Mali », *L'Essor*, 8 janvier 1975, pp. 1, 4 ; « Que veulent les femmes maliennes ? Une interview de Mme Tall, Secrétaire Générale de l'Union Nationale des Femmes du Mali », *L'Essor*, 22 janvier 1975, pp. 1, 4 ; « Courrier des lecteurs. Halte au droit de cuissage », *L'Essor*, 7 mars 1979, p. 4. Courrier de Mlle Maiga, fonctionnaire à Gao.

43. GARF, d. 3846. Lettre du 21 janvier 1975.

44. GARF, d. 5211. Lettre de fin juin 1980 envoyée par Zinaïda Fedorova à Sira Diop.

désormais plus que 20 % des candidat.e.s de chaque pays dans ses écoles secondaires techniques. En effet, dans un contexte de concurrence avec la France, qui offrait essentiellement des bourses universitaires, le diplôme soviétique du secondaire spécialisé n'était pas valorisé. Ce décalage dans l'offre éducative jetait une ombre sur l'ensemble de la formation en URSS d'autant que certaines spécialités comme « économie », « finances et crédits » « agriculture », « pharmacologie » comprenaient simultanément des filières « courtes » ou « longues ». Cette situation pouvait prêter à confusion lors du retour au pays des diplômé.e.s qui, selon le MinVuz, « éprouvent des difficultés dans leurs recherches d'emploi »⁴⁵. Nombre d'entre eux/elles cherchaient, par conséquent, à poursuivre leurs études au niveau du supérieur, provoquant un allongement de plusieurs années de leur séjour en Union soviétique contre l'avis de leurs États respectifs qui souhaitaient bénéficier rapidement des services de leurs nouveaux cadres. La décision du MinVuz de diminuer le nombre d'élèves étrangers du secondaire au profit de la formation dans le supérieur entraîna le refus de six des dix dossiers envoyés par l'UNFM pour l'année 1981-1982⁴⁶. Ce geste fut perçu comme un outrage par la Secrétaire générale de l'UNFM qui fit part de sa colère à son homologue soviétique :

Vous ne pouvez pas comprendre la profondeur de notre déception et la gravité des problèmes familiales (*sic.*) causés par la réduction du nombre des bourses. De plus, il faut ajouter à ceci que comme les critères de votre sélection ne sont pas clairs, les candidates dont les dossiers ont été refusés peuvent se sentir trahies⁴⁷.

La violence de la réaction tranchait avec le ton enthousiaste des années 1960, mais ne changea en rien la politique soviétique : entre 1981 et 1990, seulement 30 % des étudiantes intégrèrent des filières secondaires spécialisées. L'UNFM continua régulièrement à revendiquer — sans succès — l'ajout de cinq bourses d'études secondaires à celles déjà attribuées à dix étudiantes du supérieur⁴⁸ au motif que les jeunes dépourvu.e.s d'une éducation secondaire complète éprouvaient de grandes difficultés à trouver du travail ou continuer leurs études. À compter des années 1980, le baccalauréat était ainsi devenu l'objectif premier et incontournable de la formation professionnelle féminine au Mali⁴⁹. Mais, dans le bras de fer qui se jouait entre les

45. GARF, d. 5463. Ambassade. Information, 16 septembre 1981.

46. GARF, d. 5463. Lettre du 13 août 1981.

47. GARF, d. 5463. Lettre de la présidente du CFS à la s.g. de l'UNFM, 20 août 1981.

48. En 1984, 1985 et 1990. GARF, d. 7372. Corr. de l'UNFM à la présidente de CFS, mai 1984 ; GARF, d. 6266. Ambassade. CR de l'entretien entre un diplomate soviétique et Konaté Dicko, secrétaire générale de l'UNFM, 5 août 1985 ; d. 6504. Téléx de l'UNFM au CFS, 14 mars 1990.

49. GARF, d. 6504. Ambassade. Compte rendu de l'entretien entre un diplomate soviétique et Konaté Dicko, 5 août 1985.

Maliennes et les responsables soviétiques autour du type de formations souhaitées pour les femmes, les seconds l'ont emporté et avec eux la conception de l'éducation privilégiant l'excellence dans le supérieur, au détriment de la formation de cadres auxiliaires en quantité.

Conquérir les cœurs, gagner la loyauté (géo)politique

Au-delà du type de formation, s'assurer une clientèle au sein des élites nationales africaines constituait un autre aspect important aux yeux des Soviétiques. Plusieurs auteurs ont souligné à quel point le travail d'éducation idéologique ne porta que rarement ses fruits, et ce dès les prémises de la coopération éducative (Demintseva & Krylova 2015). Sous le Mali socialiste, les dirigeants maliens imposaient aux étudiant.e.s envoyé.e.s en URSS de suivre les cours alors facultatifs de théorie marxiste-léniniste (Katsakioris 2015 : 205) et des militantes comme Aoua Keita propageaient les idéaux communistes. Or, l'arrivée du régime militaire mit un frein à la diffusion de l'idéologie soviétique. Pour les filles qui intégraient des filières techniques et professionnelles, la formation politique n'était pas prévue dans les programmes. C'est donc par d'autres canaux que l'URSS chercha à susciter l'adhésion : voyages, soins (séjours dans des stations balnéaires ou thermales, examens médicaux) et petits cadeaux étaient autant de façons d'étendre l'influence soviétique auprès des cadres de l'UNFM, qui devint la branche féminine du parti unique au Mali à partir de 1980.

Les liens de parenté entre les candidates et les militantes actives de l'UNFM jouaient un rôle non négligeable dans le processus de sélection des boursières⁵⁰. Dans les années 1980 singulièrement, plusieurs cadres de l'UNFM parvinrent à décrocher des bourses du CFS pour permettre à leurs filles de faire des études supérieures. Djenebou Sow, fille de Rokiatou Sow, présidente de l'UNFM de 1980 à 1986, obtint une bourse en 1982⁵¹ ; Aminata Soumaré, fille de Assa Soumaré, secrétaire des relations extérieures de l'UNFM de 1980 à 1986, en obtint une au début des années 1980⁵². Il en alla de même pour Agnes Dicko, boursière en « finances et crédit » en 1988, fille de Dicko Massaran Konaté, la Secrétaire générale de l'UNFM à partir de 1977 et présidente de l'organisation à partir de 1987⁵³. Dans une conversation avec un diplomate soviétique en 1985, cette dernière exposait ouvertement sa conception de l'attribution des bourses : il s'agissait d'un moyen pour permettre aux militantes et à leurs enfants d'accéder à l'éducation et d'obtenir une formation professionnelle qui leur permette de trouver leur place

50. La procédure officielle de la sélection des candidates était réservée initialement au Mali, même si l'URSS opérait le choix final des boursières selon des critères académiques.

51. GARF, d. 6266. Lettre, 2 février 1984.

52. GARF, d. 6010 et d. 6266. Lettres d'Assa Soumaré, février 1984.

53. GARF, d. 7372. Lettre, 11 mai 1989.

dans la société⁵⁴. Ces arrangements se retrouvaient dans le choix des spécialités. Alors que l'orientation des étudiantes relevait en théorie du MinVuz, ces mères au fort capital social et politique parvenaient à négocier les *cursus* de leurs filles. La correspondance au sujet du changement de spécialité de Djenebou Sow montre à quel point le CFS se permettait des écarts dans sa politique éducative lorsque les liens personnels avec les dirigeantes de l'UNFM étaient en jeu. En octobre 1982, la jeune femme demanda à changer de spécialité et sa mère écrivit à la présidente du CFS, Valentina Tereshkova, pour solliciter son soutien. Sa requête fut entendue et elle parvint à s'inscrire en « sociologie »⁵⁵, une discipline à laquelle les boursier.e.s étranger.e.s des associations n'avaient théoriquement pas accès (au même titre que les « relations internationales » et le « droit public international »)⁵⁶. En effet, les bourses « associatives » — dont bénéficiaient en priorité les femmes — interdisaient l'accès aux spécialités conçues comme « politiques » au profit des filières techniques telles que « l'industrie, l'agriculture, le système d'éducation »⁵⁷. La règle pouvait éventuellement être contournée pour les « filles de », et c'est ainsi qu'une autre étudiante parvint à s'inscrire en « relations internationales » en 1983⁵⁸. D'autres enfin surent se saisir des enjeux géopolitiques et jouer de la concurrence entre l'URSS et la Chine populaire (qui avait accru sa coopération avec le Mali dès le milieu des années 1960) pour appuyer leurs doléances personnelles. En 1984, Aminata Soumaré, secrétaire à l'extérieur de l'UNFM, menaça d'envoyer sa fille étudier en Chine si l'URSS l'obligeait à rentrer au Mali à la fin de sa formation comme le préconisaient les accords. L'argument fit mouche et la jeune femme fut autorisée à prolonger ses études en Union soviétique⁵⁹.

Cette vision « patrimoniale » des bourses du CFS était implicitement partagée par les Soviétiques⁶⁰ qui cherchaient à se rapprocher des Maliennes dites « influentes » ; un terme régulièrement employé dans la correspondance. C'est aussi à ce titre qu'ils proposaient des bourses « de maladie » aux dirigeantes de l'organisation féministe. Chaque année, une ou deux d'entre elles se rendaient pour un séjour de plusieurs semaines dans une des stations balnéaires ou thermales de l'URSS. Les Africaines bénéficiaient de la médecine soviétique dont elles pouvaient vanter les mérites dans leurs pays. C'est ainsi que Aoua Keita écrivit en 1969 d'une petite ville de province française où elle se faisait soigner que « bien sûr, on ne peut pas la comparer ni avec

54. GARF, d. 6504. Ambassade. CR de l'entretien entre un diplomate soviétique et Konaté Dicko, Secrétaire générale de l'UNFM, 5 août 1985.

55. GARF, d. 6010. Corr. entre Rokitatou Sow et CFS de fin 1982 à début 1983.

56. GARF, d. 6266. Lettre, 18 janvier 1984.

57. GARF, d. 6266. Ambassade. Yakouchin. Information, juin 1984.

58. GARF, d. 6266. Lettre, 16 novembre 1983.

59. GARF, d. 6266. Lettre, 8 décembre 1983.

60. Ces similarités entre le mode de fonctionnement des bureaucraties maliennes et soviétiques ont été également étudiées par J.-L. AMSELLE (1992).

Kislovodsk ni avec Sotchi »⁶¹. Dans la perspective d'asseoir le rayonnement de l'URSS, en promouvant les progrès de sa médecine ou encore les succès de sa jeunesse, le Comité des femmes soviétiques développait et approfondissait les contacts personnels avec les Maliennes proches du pouvoir.

Bagages soviétiques et retour au pays

L'empreinte laissée par l'expérience soviétique sur les étudiants africains formés en URSS a suscité de nombreux débats au sein du monde académique et politique (Katsakioris 2016). Sont-ils revenus pétris des idéaux communistes ou à l'inverse désillusionnés ? Ont-ils accédé aux postes de la haute fonction publique ou sont-ils devenus les cadres auxiliaires d'États qui ne reconnaissaient pas la valeur de leurs diplômes ? Il est d'autant plus difficile de saisir l'impact de leur séjour en Union soviétique que les archives ne disent pratiquement rien de ces retours et que les données biographiques manquent. Le problème des sources pour écrire cette histoire du retour se pose avec plus d'acuité encore pour les femmes tant elles sont demeurées une minorité, à la fois numérique et politique. Néanmoins, sur la centaine de Maliennes parties se former en URSS durant ces trois décennies, quelques itinéraires professionnels et politiques ont pu être reconstitués. La mise en perspective de ces trajectoires singulières et du silence des sources permet de soulever quelques hypothèses sur la manière dont la formation de cadres féminins en Union soviétique pouvait ébranler l'hégémonie masculine de l'appareil d'État.

La nature des bourses dont ont bénéficié les étudiantes semble être un premier critère de différenciation dans les carrières professionnelles de ces femmes à leur retour au Mali. À une exception près, sur laquelle nous reviendrons, celles qui sont parties avec des bourses féminines attribuées par le CFS sont demeurées des « obscures » : on ne les retrouve ni dans les hautes fonctions administratives, ni parmi les « pionnières » recensées par Adam Ba Konaré. Le niveau d'études et les filières vers lesquelles étaient orientées les premières étudiantes expliquent leur invisibilité. Formées dans des écoles secondaires aux métiers socio-médicaux, elles ont été recrutées à des postes subalternes dans des secteurs féminins. La diversification des filières au début des années 1980 et l'augmentation du nombre d'étudiantes dans le supérieur n'ont cependant pas favorisé leur accès à des postes de responsabilité. À l'inverse, parmi la minorité à avoir bénéficié des bourses d'État, plusieurs ont mené d'éminentes carrières professionnelles dans le secteur médical public comme privé. Elles ont constitué les premières générations de femmes médecins au Mali en accédant à des fonctions professionnelles

61. GARF, d. 2572. Carte postale d'Aoua Keita à Fedorova Zinada, Secrétaire générale du CFS, 18 août 1969.

alors réservées aux hommes. La trajectoire de Nana Kadidia Diarra est caractéristique des possibilités d'ascension offertes par le diplôme soviétique (Ba Konaré 1993 : 190). Fille de commerçants de Djenné, la jeune femme partit en URSS après avoir obtenu son baccalauréat en 1966 ; elle obtint son diplôme d'État de docteur en médecine en 1972. De retour au Mali la même année, elle exerça à l'hôpital de Bamako avant de prendre la tête de différentes structures médicales de la capitale dans les années 1980 (dispensaire, PMI, centre de formation sanitaire). Les parcours de ces femmes médecins viennent ainsi ébranler le cliché selon lequel les diplômes soviétiques étaient déconsidérés en Afrique. Pour les femmes du moins, il semble que ce soit davantage la nature de la bourse (État vs organisation féministe) qui était le gage de leur insertion au sein de l'élite professionnelle de leur pays.

En revanche, ces réussites professionnelles ne sont accompagnées d'aucune carrière politique. Si Nana Kadidia Diarra militait à l'Association malienne des étudiants et stagiaires maliens en URSS, elle semble avoir abandonné toute activité militante à son retour. Ainsi, l'expérience soviétique ne paraît pas avoir été déterminante dans les trajectoires féminines de politisation. Les parcours biographiques qui ont pu être reconstitués montrent combien l'engagement est un processus au long cours (Sawicki & Siméant 2009), travaillé par de multiples facteurs (rencontres, prédispositions, socialisation, vie privée, rétributions) et que les études en URSS n'ont pas mécaniquement fabriqué des militantes. Beaucoup sont restées en retrait des activités politiques ; certaines ont « décroché » au moment du retour au pays ; d'autres ont continué à militer au Mali sans que leurs engagements ne soient nécessairement teintés des idéaux marxistes. Tel est le cas de Fatoumata Siré Diakité, militante syndicale féministe qui fut Ambassadrice du Mali en Allemagne dans les années 2000. Alors qu'elle était étudiante, elle obtint une bourse du CFS en 1983 pour suivre un *cursus* d'histoire à l'Université d'État Jdanov de Leningrad où elle soutint un mémoire de fin d'études sur les femmes maliennes. À son retour au Mali à la fin des années 1980, la contestation contre le régime de Moussa Traoré s'amplifiait. L'opposition politique demeurait clandestine et s'organisait au sein de groupuscules se réclamant du marxisme, mais il ne semble pas que Fatoumata Siré Diakité ait été proche d'une de ces organisations. Son combat, elle le menait dans le mouvement syndical au sein duquel elle militait pour les droits des femmes. Au lendemain de la révolution de 1991, elle créa l'Association pour la promotion et la défense des droits des femmes (APDF) qui articulait les combats syndicaux à des revendications plus larges en faveur des femmes : droit foncier, lutte contre les violences conjugales et l'excision, etc. La trajectoire militante de Fatoumata Siré entre ainsi en résonance avec le débat sur le rapport des élites africaines formées en URSS au marxisme. Rien dans son parcours ni dans ses discours ne reflète une quelconque proximité idéologique avec le communisme, contrairement aux militantes formées en France⁶². En revanche,

62. Entretiens avec Sy Kadiatou Sow (Bamako 14 février 2006) et Bintou Sanankoua (Bamako 13 mars 2013 et Paris 28 janvier 2013).

son expérience soviétique a peut-être nourri ses engagements féministes dont la teneur bouleversait les codes du paysage associatif féminin au début des années 1990. Ses prises de paroles tranchaient avec les déclarations de principe en faveur de la « promotion féminine ». Identifiée comme une militante féministe radicale, elle subit les critiques sarcastiques de la presse malienne.



Pendant près de trente ans, une coopération entre le CFS et les organisations de femmes du Mali a perduré. Ces échanges ont notamment permis à une centaine de Maliennes d'aller étudier en URSS. Mais, au-delà de cette histoire de la formation de cadres féminins, que nous apprend cette coopération sur la structuration de l'État malien ? Cet article s'est efforcé d'aller au-delà de la dimension quantitative de la coopération pour souligner toute la complexité des enjeux nationaux, géopolitiques, sociaux et intimes qui ont façonné cette collaboration. Cette dernière a été rendue possible parce qu'un mouvement féministe dynamique, porté par des personnalités charismatiques, dont Aoua Keita, a réussi à se faire une place au sein de l'État malien dans le processus de décolonisation. À bien des égards, les organisations féministes qui se sont succédé au Mali ne sauraient être réduites à de simples caisses de résonance des partis uniques. Leurs cadres ont su multiplier les partenaires et tisser des relations personnelles avec leurs homologues extérieures comme le CFS pour à la fois renforcer leur assise individuelle au sein de l'État malien et développer des politiques en faveur des femmes. Dans les années 1960, la coopération féministe internationale était principalement orientée vers les activités sociales et sanitaires à destination des « masses » féminines. La formation de cadres féminins n'était pas alors une priorité des régimes socialistes du Mali et de l'Union soviétique. Progressivement néanmoins, à la faveur du changement de régime au Mali, de l'année internationale de la femme et du renforcement de la coopération culturelle de l'URSS, le volet éducatif devint l'un des principaux leviers de la coopération féministe entre les deux pays. Il permit à une centaine de Maliennes d'aller se former dans les écoles soviétiques et de conquérir silencieusement des professions supérieures jusqu'alors réservées aux hommes (médecine, droit). Des militantes en position de pouvoir ont aussi su se saisir des ressources institutionnelles et diplomatiques pour obtenir des avantages personnels. Voyages, soins, bourses d'études étaient, certes, des outils de mise en dépendance des Maliennes considérées comme « influentes » à l'égard des « grandes sœurs soviétiques ». Pour autant, ces Maliennes surent s'emparer de ces instruments « d'influence » et entretenir les liens noués avec les femmes soviétiques pour développer des stratégies individuelles et mener à bien leurs carrières professionnelles.

Loin du rêve d'émancipation collective des femmes, la coopération féministe internationale a toutefois produit des interstices qu'une minorité de Maliennes a su investir. Par leurs pratiques elles ont remis en question, parfois malgré elles, le modèle androcentré de l'État malien.

*Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (CESSMA), Université de Paris Diderot-INALCO-IRD, Paris ;
Les Afriques dans le monde (CNRS/LAM), Sciences Po Bordeaux.*

BIBLIOGRAPHIE

AMSELLE, J.-L.

1992 « La corruption et le clientélisme au Mali et en Europe de l'Est quelques points de comparaison », *Cahiers d'Études africaines*, XXXII (4), 128 : 629-642.

AUSLANDER, L. & ZANCARINI-FOURNEL, M.

2000 « Le genre de la nation et le genre de l'État », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, 12, <<http://clio.revues.org/161>> ; <DOI : 10.4000/clio.161>.

BA KONARÉ, A.

1993 *Dictionnaire des femmes célèbres du Mali (des temps mythico-légendaires au 26 mars 1991)*, Bamako, Jamana.

BARTENEV, V.

2007 « L'URSS et l'Afrique noire sous Khrouchtchev : la mise à jour des mythes de la coopération », *Outre-mers*, 94 (354-355) : 63-82.

BARTHÉLÉMY, P.

2016 « Macoucou à Pékin. L'arène internationale : une ressource politique pour les Africaines dans les années 1940-1950 », *Le Mouvement social*, 255 (2) : 17-33.

BAYART, J.-F.

1999 « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, 5 : 97-120.

BUCKLEY, M.

1989 *Women and Ideology in Soviet Union*, Ann Arbor, University of Michigan Press.

CHRISTIAN, M. & HEINIGER, A. ET AL. (DIR.)

2015 « Femmes, genre et communisme », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 126 (2) : 1-256.

COOPER, F.

- 2014 *Français et Africains ? Être citoyen au temps de la décolonisation*, Paris, Payot.

DEMINTSEVA, E. & KRYLOVA, N.

- 2015 « Les amicales (*zemliatchestva*) africaines et la formation idéologique des étudiants africains en Union soviétique, 1960-1970 », in M. DE SAINT MARTIN, G. SCARFÒ GHELLAB & K. MELLAKH (dir.), *Étudier à l'Est. Expériences de diplômés africains*, Paris, Karthala : 51-64.

DONERT, C. ET AL.

- 2015 « Femmes, communisme et internationalisme. La Fédération démocratique internationale des femmes en Europe centrale (1945-1979) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 126 (2) : 119-131.

DORÉ-AUDIBERT, A.

- 2000 *Une décolonisation pacifique. Chroniques pour l'histoire*, Paris, Karthala.

FAYOLLE, S.

- 2009 « L'Union des femmes françaises et les sentiments supposés féminins », in C. TRAÏNI (dir.), *Émotions... mobilisations !*, Paris, Presses de Sciences Po : 169-192.

GHODSEE, K.

- 2012 « Rethinking State Socialist Mass Women's Organizations : The Committee of the Bulgarian Women's Movement and the United Nations Decade for Women, 1975-1985 », *Journal of Women's History*, 24 (4) : 49-73.
- 2014 « Research Note : The Historiographical Challenges of Exploring Second World-Third World Alliances in the International Women's Movement », *Global Social Policy*, 14 (2) : 244-264.
- 2015 « Internationalisme socialiste et féminisme d'État pendant la Guerre froide. Les relations entre Bulgarie et Zambie », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 41 : 115-137.

DE HAAN, F.

- 2010 « Continuing Cold War Paradigms in Western Historiography of Transnational Women's Organizations : The Case of the Women's International Democratic Federation (WIDF) », *Women's History Review*, 19 (4) : 547-573.

ISSOUPOVA, O.

- 2009 « From Duty to Pleasure ? Motherhood in Soviet and Post-Soviet Russia », in S. ASHWIN (ed.), *Gender, State and Society in Soviet and Post-Soviet Russia*, London-New York, Routledge : 30-54.

KATSAKIORIS, C.

- 2015 *Leçons soviétiques. La formation des étudiants africains et arabes en URSS pendant la guerre froide*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS.
- 2016 [à paraître] « Engagements politiques des étudiants africains en URSS pendant les années 1960 », in F. BLUM, P. GUIDI & O. RILLON (dir.), *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des « années 68 »*, Paris, Publications de la Sorbonne.

KOTT, S. & THÉBAUD, F. (DIR.)

- 2015 « Le “socialisme réel” à l’épreuve du genre », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 41 : 1-336.

REVILLARD, A.

- 2016 *La cause des femmes dans l’État. Une comparaison France-Québec*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

RILLON, O.

- 2013 *Féminités et masculinités à l’épreuve de la contestation. Le genre des luttes sociales et politiques au Mali (1954-1993)*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris 1.

- 2015 « Mobilisations féminines en situation autoritaire : la “dépolitisation” comme outil d’émancipation dans le Mali des années 1970 », in K. TALL, M.-E. POMMEROLLE & M. CAHEN (eds.), *Collective Mobilizations in Africa, Enough is Enough ! Mobilisations collectives en Afrique Ça suffit !*, Leiden, Brill : 164-182.

SAUNIER, P.-Y.

- 2004 « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, 57 : 110-126.

SAWICKI, F. & SIMÉANT, J.

- 2009 « Décloisonner la sociologie de l’engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, 51 (1) : 97-125.

SIMONIS, F.

- 2007 « Le commandant, ses compagnes, son épouse », in O. GOERG (dir.), *Perspectives historiques sur le genre en Afrique*, Paris, L’Harmattan : 59-76.

TCHICAYA-OBOA, R. & YENGO, P.

- 2015 « Être une étudiante africaine en URSS. Sur quelques trajectoires de médecins et pharmaciennes congolaises », in M. DE SAINT MARTIN, G. SCARFÒ GHELLAB & K. MELLAKH (dir.), *Étudier à l’Est. Expériences de diplômés africains*, Paris, Karthala : 215-230.

TISSEAU, V.

- 2010 « Quand l’intime défie l’ordre colonial. Les couples de Malgaches et d’Européennes en Imerina (Hautes Terres centrales du Madagascar) de 1896 à 1960 », *Genre & Histoire*, 7, <<https://genrehistoire.revues.org/1063>>.

ZAKI, L.

- 1990 *The Superpowers and Africa : The Constraints of a Rivalry 1960-1990*, Chicago, University of Chicago Press.

RÉSUMÉ

Cet article analyse les enjeux politiques et sociaux de l'envoi de Maliennes en URSS grâce à des bourses attribuées par le Comité des femmes soviétiques. Entre 1961 et 1991, une centaine de Maliennes a bénéficié de ces financements. Ce chiffre peut paraître minime, mais il témoigne de l'importance accordée par les organisations féministes officielles de ces deux États à la formation féminine et au rôle qui leur était assigné dans la construction nationale. En croisant l'analyse des archives soviétiques et maliennes, il s'agit de saisir la portée de la coopération avec l'URSS dans les combats menés par les femmes maliennes pour transformer les rapports de genre, en montrant l'imbrication du politique et du personnel dans la construction de ces échanges.

ABSTRACT

When Malian Women Looked to the USSR (1961-1991): The Challenges of Female Educational Cooperation. — This article is focused on political and social issues related to sending Malian women to the USSR on scholarships granted by the Committee of Soviet Women. Between 1961 and 1991, approximately one hundred Malian women benefited from such funding. This figure may seem small, but it does demonstrate the importance given to education by official feminist organizations of these two countries and the role of women in state-building. By combining the analysis of Soviet and Malian archives, this article suggests grasping the extent and influence of the cooperation with the Soviet Union in the struggle of Malian women to transform gender relations; it also shows how politics and personal matters are intertwined in the construction of these exchanges.

Mots-clés/Keywords : Mali, URSS, bourses, coopération, État, femmes, féminisme, formation, genre/Mali, USSR, scholarships, cooperation, State, women, feminism, education, training, gender.

